



Syndicat Professionnel de l'Armée Luxembourgeoise

Affilié :

au Syndicat Professionnel de la Force Publique (S.P.F.P.)

à la Confédération Générale de la Fonction Publique (C.G.F.P.)

Correspondance à adresser à :

SPAL

BP 166

L – 9202 DIEKIRCH

Tel : 26809 – 1

E-Mail : info@spal.lu

Site: www.spal.lu

Statut des sous-officiers de carrière de l'Armée proprement dite

(Règlement grand-ducal modifié du 10 août 1972, modifié notamment par les RGD du 21 juin 1982, du 29 octobre 1996, du 19 juillet 1997, du 04 mai 2001 et du 27 février 2011)

Art. 1er.

Les conditions de recrutement, de formation et d'avancement des sous-officiers de carrière de l'Armée proprement dite sont réglées par les dispositions qui suivent:

Art. 2.

L'admission à la candidature de sous-officier de carrière de l'Armée, qui est prononcée par le Ministre de la Défense, est subordonnée à la réussite d'un examen-concours. Le nombre de candidats à admettre est fixé préalablement par le Ministre de la Défense.

Art. 3.

Pour pouvoir participer à l'examen-concours prévu à l'article précédent, les candidats doivent:

- a. avoir au moins passé avec succès l'enseignement des cinq premières années d'études dans un établissement d'enseignement secondaire ou avoir réussi le cycle moyen de l'enseignement secondaire technique, soit du régime technique, soit du régime de la formation de technicien, ou présenter une attestation portant sur des études reconnues équivalentes par le Ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle ;
- b. avoir réussi à l'instruction de base et être de nationalité luxembourgeoise ;
- c. être d'une constitution saine et exempts d'infirmités ; le certificat y relatif est à rétablir par le médecin de l'Armée ou son délégué ;
- d. être agréés par le Ministre de la Défense sur le vu du dossier personnel et d'un extrait récent du casier judiciaire, le Chef d'Etat-Major de l'Armée et le Psychologue de l'Armée entendus en leurs avis ;

~~e. avoir une taille de 1,68 m au minimum ;~~

~~f. être agréés par le Ministre de la Défense sur le vu du dossier personnel et d'un extrait récent du casier judiciaire, le Chef d'Etat Major de l'Armée et le Psychologue de l'Armée entendus en leurs avis.~~

Art. 4.

Les épreuves de l'examen-concours et le nombre de points attachés à chaque épreuve sont fixés comme suit :

- | | |
|---|------------|
| 1. Epreuve de langue luxembourgeoise | 30 points |
| Réponses à fournir en luxembourgeois consécutivement à l'écoute d'un support médiatique en luxembourgeois. | |
| 2. Epreuve de langue française | 120 points |
| Rédaction sur un sujet d'actualité visant à contrôler les connaissances linguistiques acquises par le candidat au cours de la formation scolaire lui donnant accès à l'examen-concours. | |
| 3. Epreuve de langue allemande | 90 points |
| Rédaction sur un sujet d'actualité visant à contrôler les connaissances linguistiques acquises par le candidat au cours de la formation scolaire lui donnant accès à l'examen-concours. | |
| 4. Epreuve de langue anglaise | 120 points |
| Rédaction sur un sujet d'actualité visant à contrôler les connaissances linguistiques acquises par le candidat au cours de la formation scolaire lui donnant accès à l'examen-concours. | |
| 5. Connaissances de l'Etat luxembourgeois | 120 points |
| Réponses écrites en langue française à des questions concernant les principes du droit constitutionnel luxembourgeois. | |
| 6. Test de condition physique | 60 points |
| Total : | 540 points |

L'examen-concours a lieu en même temps pour tous les candidats.

Une bonification de six points, jusqu'à concurrence d'un maximum de soixante points, est accordée aux candidats pour chaque mois entier passé à l'étranger dans le cadre d'une opération de maintien de la paix. Cette bonification ne sera prise en considération que pour la détermination du classement final des candidats.

Art. 5.

Lorsque le recrutement a lieu en vue de l'occupation ultérieure d'emplois techniques ou spécialisés à déterminer par le ministre de la Défense et en présence de notes identiques à l'examen-concours, la préférence sera donnée au candidat ayant réussi le cycle de formation se rapportant à l'emploi à occuper.

Art. 6.

Le candidat sous-officier de carrière de l'Armée doit suivre avec succès un cycle de formation à déterminer par le Ministre de la Défense.

Le candidat sous-officier de carrière de l'Armée proprement dite est nommé 1^{er} soldat-chef au moment de l'envoi vers les écoles de formation.

En cas d'échec ou d'abandon aux cours de formation, le grade que l'intéressé détenait avant l'envoi en formation lui sera de nouveau attribué.

Le candidat sous-officier de carrière de l'Armée proprement dite peut être autorisé par le Ministre de la Défense, sur proposition du Chef d'Etat-Major de l'Armée, à porter le titre de sergent et ce après un délai minimal de 6 mois à compter de la date du début de sa formation.

Art. 7.

Le retrait de la candidature de sous-officier de carrière de l'Armée est prononcé par le Ministre de la Défense :

- a. lorsque le candidat ne remplit plus les conditions de santé requises,
- b. en cas d'inconduite grave du candidat tant dans le service qu'en dehors du service,
- c. en cas d'insuffisance manifeste des résultats obtenus en cours de formation.

Les décisions qui précèdent seront prises sur avis du Chef d'Etat-Major de l'Armée ainsi que sur avis du Médecin militaire en ce qui concerne l'aptitude physique.

Art. 8.

La durée du service volontaire à l'Armée est considérée comme stage au sens de la législation sur les droits et devoirs des fonctionnaires de l'Etat.

Art. 9.

Pour être nommés sergents dans le cadre des sous-officiers de carrière les candidats doivent avoir suivi avec succès le cycle de formation défini à l'article 6 ci-dessus et avoir réussi à l'examen d'admission définitive.

Il leur est délivré un certificat de fin d'études par le Ministre de la Défense.

~~Les officiers volontaires et les sous-officiers volontaires ayant accompli une période de trois ans au moins peuvent se présenter à l'examen d'admission définitive de sous-officier de carrière de l'Armée proprement dite.~~

~~Les dispositions inscrites aux articles 10 et 11 leur sont applicables.~~

~~En cas de réussite à l'examen d'admission définitive, le sergent ayant détenu le grade de lieutenant en premier volontaire pourra être titularisé au grade de premier sergent.~~

~~En cas de réussite à l'examen d'admission définitive, le sergent ayant détenu le grade de premier sergent volontaire pourra être titularisé au grade de premier sergent.~~

~~Ces titularisations resteront d'application jusqu'au moment où le grade effectif dans la nouvelle carrière sera atteint.~~

~~Le sous-officier volontaire de l'Armée ayant bénéficié d'une dérogation aux conditions d'études conformément à l'article 3 alinéa 2 du règlement grand-ducal du 6 juillet 1999 fixant les conditions de recrutement, de formation, d'avancement et de rémunération des sous-officiers volontaires de l'Armée et déterminant l'octroi d'un congé militaire, ne sera pas admissible à la candidature de sous-officier de carrière de l'Armée proprement dite.~~

Art. 10.

Les matières de l'examen d'admission définitive et le nombre des points y attachés sont fixés comme suit:

1)	Code pénal et législation sur la discipline militaire.	60 points
2)	Lois et règlements grand-ducaux applicables à l'Armée.	60 points
3)	Règlements de service.	60 points
4)	Enseignement d'une séance d'instruction.	60 points
	TOTAL :	240 points

Art. 11.

Les candidats ayant à leur actif 24 mois de service comme soldat volontaire pourront être nommés au grade de sergent à la suite de l'accomplissement du cycle de formation défini à l'article 6 et après réussite de l'examen d'admission définitive.

Le classement pour la nomination est établi en fonction du total des points obtenus :

- 1) comptent pour trois quarts, l'ensemble des notes réalisées au cycle de formation défini à l'article 6 ci-dessus ;
- 2) comptent pour un quart, l'ensemble des notes réalisées à l'examen défini à l'article 10 ci-dessus.

Les candidats n'ayant pas à leur actif 24 mois de service comme soldat volontaire sont d'office classés après ceux qui ont déjà accompli 24 mois de service et ayant réussi d'emblée au cycle d'étude prévu. Ils sont nommés dès l'accomplissement de cette durée de service.

Art. 12.

Pour être nommés premiers sergents et sergents-chefs, les candidats doivent compter au moins trois et six années de service depuis leur nomination définitive.

L'avancement a lieu à l'ancienneté. Celle-ci est déterminée par la date de la dernière nomination et, si cette date est la même, par la date de l'examen d'admission définitive et par le classement y obtenu.

Art. 13.

L'avancement aux grades d'adjudant, d'adjudant-chef et d'adjudant-major est subordonné à la réussite à un examen de promotion.

Pour être nommé au grade d'adjudant, le sous-officier doit avoir accompli au minimum 12 jours de formation continue dont 6 jours dans le grade de 1^{er} sergent et 6 jours dans le grade de sergent-chef.

La formation continue peut se composer de cours organisés par l'Institut National d'Administration Publique, de la formation des gradés prévue au programme d'instruction des unités opérationnelles ainsi que des cours et stages préparant à un emploi spécifique.

Art. 14.

Pour être admis à participer à l'examen de promotion, les candidats doivent, au 31 décembre qui suit la date de l'examen, avoir à leur actif au moins SIX années de service à partir de la date de la première nomination.

Art. 15.

A partir du 1^{er} janvier 2011, le programme de l'examen de promotion comprend les branches suivantes auxquelles sont attachés les points ci-après :

1)	Français - rédaction d'un rapport de service sur un sujet d'ordre administratif, - rédaction d'une note de service sur ordinateur.	30 points 30 points
2)	Droit public et administratif.	15 points
3)	Droits et devoirs des fonctionnaires de l'Etat.	15 points
4)	Législation applicable à l'Armée.	20 points
5)	Règlements de service.	20 points
6)	Gestion du personnel, - épreuve théorique, - épreuve pratique.	10 points 10 points
7)	Gestion du matériel, - épreuve théorique, - épreuve pratique.	10 points 10 points
8)	Organisations internationales.	20 points
9)	Anglais - analyse par écrit d'un texte anglais, - épreuve orale.	15 points 15 points
	TOTAL :	220 points

Art. 16.

Le rang d'avancement au grade d'adjudant est déterminé par la date de l'examen de promotion et, si cette date est la même, par le classement y obtenu.

La promotion au grade d'adjudant ne peut se faire avant DIX années de grade depuis la nomination définitive.

L'avancement aux grades d'adjudant-chef et d'adjudant-major a lieu à l'ancienneté. Celle-ci est déterminée par la date de la dernière nomination et, si cette date est la même, par la date de l'examen de promotion et le classement y obtenu.

Art 17.

Règlement grand-ducal du 09 décembre 1994 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 13 avril 1984, déterminant la procédure des commissions d'examen dans les administration et services de l'Etat.

a. Conditions d'admission.

Le candidat est admis aux différents examens dans les conditions et suivant les modalités prévues par les lois et règlements existants.

Le président de la commission d'examen décide de l'admission du candidat à l'examen. Chaque fois qu'il le juge nécessaire, il peut convoquer une réunion extraordinaire de la commission afin qu'une décision collégiale soit prise.

En cas de refus d'un candidat, la décision doit être motivée et indiquer les voies de recours.

b. Phase préliminaire.

La date de l'examen-concours est publiée au Mémorial un mois au moins avant le jour fixé pour l'examen.

La date de l'examen de promotion est publiée au Mémorial au moins cinq mois avant le jour fixé pour l'examen.

Le dépôt des candidatures a lieu au moins un mois avant la date de l'examen.

Le programme d'examen est communiqué, dès le dépôt de la candidature, à chaque candidat par le président de la commission d'examen.

c. Composition de la commission d'examen.

Les examens prévus au présent règlement ont lieu devant une commission comprenant un nombre suffisant de membres afin de garantir la double correction des épreuves, nommés par le Ministre compétent, le cas échéant sur proposition du chef d'administration.

1. L'arrêté de nomination désigne le président de la commission, le secrétaire et le cas échéant un secrétaire adjoint.
2. Nul ne peut être président, membre ou secrétaire d'une commission d'un examen auquel participe un parent ou allié jusqu'au quatrième degré inclusivement.
3. Pour chacun des examens visés par le présent règlement et afin de représenter le personnel de la carrière concernée un observateur est nommé à chaque fois par le Ministre du ressort sur proposition de la représentation du personnel concernée, en ce qui concerne les examens d'admission définitive et de promotion, et sur proposition de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics en ce qui concerne le concours d'admission au stage. L'observateur est habilité à assister aux réunions des commissions d'examen et à être présent lors du déroulement des épreuves.

d. Déroulement des épreuves.

- (1) La fixation de l'ensemble des dates et délais en rapport avec l'organisation pratique de l'examen relève de la compétence du président. Celui-ci peut cependant réunir au préalable la commission pour régler en détail l'organisation des examens.

Il est tenu de réunir la commission au préalable :

- ➔ si un membre au moins de la commission ou l'observateur lui en font la demande,
- ➔ en cas de changements majeurs dans la composition de la commission ou dans les modalités d'organisation des examens.

Si la commission n'est pas convoquée au préalable, les membres de la commission et l'observateur sont informés par le président des modalités pratiques relatives à l'examen.

- (2) Le président arrête les mesures utiles pour garder l'anonymat du candidat.
- (3) Les examinateurs présentent au président, sous pli fermé et avant une date limite antérieurement fixée, un sujet et/ou une série de questions pour l'épreuve qu'ils sont appelés à apprécier.
- (4) Le secret relatif aux sujets et questions présentés doit être observé.
- (5) Les sujets et les questions des épreuves sont choisis par le président parmi les sujets et les questions qui lui ont été soumis; les sujets et les questions choisis sont gardés sous plis cachetés, séparément pour chaque épreuve. Les plis ne sont ouverts qu'en présence du candidat et au moment même où les sujets ou les questions sont communiqués au candidat.
- (6) Au début des différentes épreuves il peut être procédé à un contrôle d'identité des candidats.
- (7) Les réponses des candidats doivent être écrites sur des feuilles estampillées.
- (8) La commission d'examen veille à organiser la surveillance appropriée des candidats pendant les épreuves.
- (9) Au cours des épreuves, toute communication entre les candidats et avec le dehors, de même que toute utilisation d'ouvrages ou de notes autres que ceux qui ont été autorisés préalablement par le président sont interdites.
Le candidat fautif est exclu des épreuves. Cette exclusion équivaut à un échec.
- (10) Dès l'ouverture de l'examen, le candidat est prévenu des suites que toute fraude comportera.
- (11) Le président remet les copies à apprécier aux examinateurs. L'appréciation des copies est faite pour chaque matière par deux examinateurs. Les notes sont communiquées par les examinateurs au président de la commission qui détermine la moyenne arithmétique obtenue par le candidat dans chaque épreuve.
Pour le calcul des moyennes, les fractions de points sont arrondies à l'unité supérieure.
- (12) La commission prend ses décisions à la majorité des voix, l'abstention n'étant pas permise. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.
- (13) Les décisions de la commission sont sans recours.
- (14) Les membres de la commission ainsi que l'observateur sont obligés de garder le secret des délibérations.
- (15) Le président classe dans l'ordre des résultats obtenus, les candidats ayant obtenu les moyennes requises pour réussir aux épreuves et telles que prévues dans les lois et règlements concernant les examens visés par le présent règlement.

(16) Le président transmet un procès-verbal, signé par au moins trois membres de la commission, renseignant outre le classement des candidats, les résultats que chacun d'eux a obtenu aux différentes épreuves :

- ➔ directement au Ministre de la Défense,
- ➔ et par voie hiérarchique au Chef d'Etat-Major de l'Armée.

Remarque :

Les résultats (procès-verbal) transmis à l'Etat-Major de l'Armée sont à établir séparément pour chaque candidat, afin d'être classés dans le dossier personnel A.

Art. 17. à 22. devenus sans objet.

Art. 23.

- a. Pour réussir aux examens visés aux articles 2, 9 et 13, les candidats doivent obtenir au moins les trois cinquièmes de l'ensemble des points et au moins la moitié du maximum des points dans chaque épreuve. Toutefois, sans préjudice de l'article 5 ci-dessus, l'examen-concours est éliminatoire pour les candidats qui, de par leur classement, ne rentrent plus dans le nombre des candidats fixés conformément à l'article 2 du présent règlement.
- b. Sont ajournés à l'examen d'admission définitive et à l'examen de promotion les candidats qui, tout en ayant obtenu les trois cinquièmes du total des points, n'ont pas réalisé la moitié du maximum des points dans une branche. Ils doivent se soumettre, sous peine d'échec, dans un délai de deux mois à partir de la date de la notification des résultats, à un examen supplémentaire dans cette branche, lequel décide de leur admission. Sous peine d'échec général, les candidats ajournés doivent obtenir au moins la moitié du maximum des points dans la branche ajournée.
- c. Les candidats ajournés sont classés à la suite des candidats ayant réussi à l'épreuve principale dans l'ordre du total des points réalisés ; l'épreuve principale ou d'ajournement étant prise en considération.
- d. Le candidat ayant échoué à deux reprises à un même examen ne peut plus s'y présenter. Toutefois, le candidat ayant échoué une deuxième fois à l'examen de promotion peut se présenter une dernière fois à cet examen après un délai minimum de cinq ans et à condition d'avoir suivi une formation spéciale à l'Institut d'Administration Publique ou auprès d'un autre organisme de formation reconnu par le ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.

Art. 24.

Le candidat qui est empêché, par suite d'un cas de force majeure dûment constaté par la commission d'examen, de participer à l'examen d'admission définitive ou à l'examen de promotion ou bien d'achever ces examens, pourra être autorisé à participer à une session spéciale.

La commission d'examen prendra, le cas échéant, sa décision sur le vu d'un certificat du médecin de l'armée ou son délégué.

La date de cette session spéciale sera fixée par la commission d'examen de façon à permettre à l'intéressé de participer, en cas d'ajournement, aux épreuves supplémentaires, auxquelles devront se soumettre les candidats ajournés à la session normale.

L'intéressé sera classé :

a. à l'examen d'admission définitive :

(1) en cas de réussite :

- à la suite des candidats ayant réussi à la session normale de l'examen ;

(2) en cas de réussite après ajournement :

- à la suite des candidats ayant été ajournés à la session normale de l'examen ;

b. à l'examen de promotion :

- à la suite des sous-officiers ayant réussi ou ayant été ajournés à la session normale de l'examen.

La session spéciale portera à nouveau sur l'ensemble des matières prévues pour l'examen concerné. Le candidat visé à l'alinéa 1^{er} du présent article, qui ne participe pas à la session spéciale, est déchu du bénéfice des mesures qui précèdent.

Art. 25.

Les décisions de la commission sont prises à la majorité des voix, l'abstention n'étant pas permise. Les membres de la commission ont l'obligation de garder le secret des délibérations. Les décisions de la commission sont sans recours.

Art. 25bis.

Par dérogation à l'article 2 du règlement grand-ducal du 25 janvier 2011 fixant les conditions de recrutement, de formation et d'avancement des officiers de l'Armée, le fonctionnaire de la carrière du sous-officier de carrière de l'Armée proprement dite peut accéder dans les conditions et suivant les modalités déterminées ci-après aux trois premiers grades de la carrière de l'officier de l'Armée :

- avoir au moins dix années de service depuis la date de sa première nomination ;
- avoir réussi à l'examen de promotion de la carrière du sous-officier de carrière de l'Armée proprement dite ;
- avoir suivi avec succès l'enseignement des cinq premières années d'études dans un établissement d'enseignement secondaire ou présenter une attestation portant sur des études reconnues équivalentes par le Ministre ayant l'Éducation nationale et la Formation professionnelle dans ses attributions ;
- avoir été retenu par le Ministre de la Défense sur le vu du dossier personnel, le chef d'état-major de l'Armée entendu en son avis. L'appréciation du candidat doit notamment se prononcer sur sa capacité d'assumer des responsabilités supérieures ;
- avoir réussi à l'épreuve de sélection définie à l'article 25^{quater} ci-après.

Art. 25ter.

Le nombre maximum de sous-officiers de carrière de l'Armée proprement dite admis à changer de carrière en vertu des dispositions de l'article 11 paragraphe 3 de la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire est fixé à vingt pour cent de l'effectif total théorique de la carrière de l'officier de l'Armée. Toute fraction résultant de l'application du taux établi ci-avant compte pour une unité.

Toute vacance dans la carrière des officiers de l'Armée destinée à être pourvue d'un candidat par voie de recrutement interne doit obligatoirement être publiée au Mémorial. Le fonctionnaire qui désire participer aux épreuves de sélection doit en faire la demande par écrit au chef d'état-major de l'Armée.

Art. 25quater.

L'épreuve de sélection prévue pour le recrutement interne d'un fonctionnaire comporte :

- une épreuve sanctionnant les connaissances dans les domaines :
 - de la législation et des règlements militaires ;
 - des organisations internationales à composante militaire dont le Luxembourg fait partie (ONU, OSCE, OTAN, UE) ;
 - du droit international humanitaire et des Droits de l'Homme 120 points
- des épreuves de connaissance militaire: lecture des cartes et application du canevas d'ordre du niveau peloton dans le cadre d'une mise en situation concrète face à un cas fictif 60 points
- des épreuves sanctionnant la capacité d'expression orale et écrite en langue française 60 points
- des épreuves sanctionnant la capacité d'expression orale et écrite en langue anglaise 60 points
- un test militaire d'aptitude physique 60 points
- des tests psychotechniques (efficience intellectuelle – traits de caractère) 60 points
- un entretien avec la commission de sélection 60 points

Le détail des matières à étudier pour l'épreuve de sélection est fixé par le Ministre. La date de l'épreuve de sélection est publiée au Mémorial.

Art. 25quinquies.

L'épreuve de sélection est éliminatoire pour le candidat qui n'a pas obtenu au moins les trois cinquièmes de l'ensemble des points et au moins la moitié du maximum des points dans chaque épreuve. Le fonctionnaire ayant réussi à l'épreuve de sélection sans pour autant s'être classé en rang utile pour être retenu par le Ministre est admissible sans délai à une prochaine épreuve de sélection.

Art. 25sexies.

L'épreuve de sélection a lieu devant une commission nommée par le Ministre.

La commission comprend le chef d'état-major de l'Armée, qui la préside, un fonctionnaire du cadre des officiers de l'Armée, un fonctionnaire de la direction de la défense, deux psychologues et un secrétaire.

Il est nommé un membre suppléant pour chaque membre effectif et pour le secrétaire.

Art. 25septies.

L'épreuve de sélection se fait conformément aux dispositions du règlement grand-ducal modifié du 13 avril 1984 déterminant la procédure des commissions d'examen du concours d'admission au stage, de l'examen de fin de stage et de l'examen de promotion dans les administrations et services de l'Etat.

Art. 25octies.

Le fonctionnaire de la carrière du sous-officier de carrière de l'Armée proprement dite retenu par le Ministre de la Défense est admis à suivre une formation d'officier à une école d'application à l'étranger à désigner par le Ministre. La formation est à considérer comme temps de service. La durée de cette formation ne peut être inférieure à huit mois.

Art. 25novies.

En cas de réussite à la formation susvisée le fonctionnaire de la carrière du sous-officier de carrière de l'Armée proprement dite obtient une nomination au grade de lieutenant en application de l'article 5.1 de la loi modifiée sur les traitements des fonctionnaires de l'Etat. Il est placé hors cadre par dépassement des effectifs dans le cadre des officiers de l'Armée.

Art. 25decies.

Lorsque le fonctionnaire a échoué aux épreuves de sélection ou à la formation visée aux articles ci-avant, il ne pourra présenter une nouvelle demande de changement de carrière qu'après un délai de trois ans. Un second échec aux épreuves de sélection ou de la formation à l'étranger entraîne la perte définitive du droit de présenter une demande de changement de carrière.

Art. 25undecies.

Le rang d'ancienneté du fonctionnaire nouvellement nommé dans la carrière de l'officier de l'Armée est déterminé par la date et le classement à l'examen final de la formation visée à l'article 25octies.

Art. 26.

Nul sous-officier ne peut obtenir un avancement pendant qu'il est en disponibilité par mesure disciplinaire ou en congé sans traitement.

Art. 27.

La période de l'exclusion temporaire des fonctions avec ou sans privation partielle ou totale de la rémunération, ne compte pas comme période d'activité de service pour l'application des avancements en échelon, des majorations de l'indice et des avancements en traitement.

Art. 28.

Les sous-officiers figurant en rang utile pour un avancement et qui ont été suspendus de leurs fonctions pendant le cours d'une enquête disciplinaire ou judiciaire se verront réserver la vacance dans le grade supérieur jusqu'à décision. Ils pourront bénéficier, le cas échéant d'un rappel d'ancienneté pour l'avancement ultérieur.

Art. 29.

Nul sous-officier ne peut prétendre à l'avancement s'il est établi qu'il ne possède pas les qualités professionnelles, morales, psychiques et physiques requises pour exercer les fonctions du grade supérieur.

Pour juger les qualités physiques, le personnel sous-officier de carrière de l'Armée proprement dite, devra se soumettre annuellement à un contrôle médical tel que défini à l'article 14 du règlement grand-ducal du 26 août 1980 concernant le contrôle médico-sportif obligatoire des membres licenciés actifs des fédérations sportives agréées. Ce contrôle est à exécuter auprès du service de santé de l'Armée ou auprès d'un centre agréé du secteur civil.

Le gradé âgé de moins de quarante ans devra obligatoirement réussir les examens précités endéans les six mois précédant la date prévisible de ses promotions respectives.

Les critères de réussite y appliqués sont identiques à ceux appliqués aux membres licenciés actifs des fédérations sportives agréées.

Le Ministre de la Défense pourra le cas échéant, dispenser le gradé âgé de moins de quarante ans de l'obligation de réussite aux examens précités et ce sur le vu d'un certificat médical à établir par le médecin de l'Armée ou son délégué et sur proposition du Chef d'Etat-Major de l'Armée.

Par dérogation au paragraphe 1^{er} ci-avant, les qualités physiques du sous-officier ayant dépassé l'âge de quarante ans ne conditionnent plus son avancement.

La suspension de l'avancement est prononcée par le Ministre de la Défense sur le vu d'un rapport circonstancié établi par le Chef d'Etat-Major de l'Armée et des explications écrites de l'intéressé qui aura reçu copie du rapport précité.

La suspension est prononcée pour une période d'un an au plus au terme de laquelle l'intéressé occupera la vacance qui lui aura été réservée dans le grade supérieur et bénéficiera, le cas échéant, d'un rappel d'ancienneté pour l'avancement ultérieur. Toutefois la suspension peut être prorogée tant que l'intéressé ne remplit pas les conditions prévues à l'alinéa 1^{er} du présent article.

En cas de suspension dépassant une année, il perd son rang d'avancement.

Art. 30.

Le Ministre de la Défense peut conférer le titre honorifique de son dernier grade au sous-officier mis à la retraite.

Ce titre lui permet de porter l'uniforme de ce grade à l'occasion de manifestations patriotiques et militaires.

Le titre honorifique peut être retiré par le Ministre de la Défense au sous-officier qui ne s'en montre plus digne.

Art. 31.

Le règlement grand-ducal du 06 juillet 1999 fixant les conditions de recrutement de formation, d'avancement et de rémunération des sous-officiers volontaires de l'Armée et déterminant l'octroi d'un congé militaire est abrogé.